

Oui au transport public gratuit, Non à la guerre contre les automobilistes

Voici ma réponse, quelque peu bonifiée, à un lecteur fâché de ce qu'il considère ma « sous-estimation de la lutte contre l'auto ».

MB

[...] les travailleurs et surtout les travailleuses qui empruntent les transports collectifs, marchent ou font du vélo utilitaire.

Je suis [ancien militant] d'associations des locataires, mais également des mouvements cyclistes. La voiture est une des pires plaies du capitalisme et tue avant tout dans les pays pauvres et les quartiers pauvres des pays riches. C'est aussi une plaie par la fausse conscience qu'elle crée chez les travailleurs automobilistes, analogue au racisme. On n'a qu'à regarder du côté de Toronto.

Plusieurs [militant-e-s des syndicats de l'industrie automobile] sont mobilisé-e-s pour la sortie de l'automobile, qui exigera la création de transports collectifs dignes de ce nom et ainsi créera des emplois chez les travailleurs de l'automobile pendant la période de transition.

L'auto: ça tue, ça pue, et ça pollue!

Je n'en reviens pas de ta sous-estimation de la lutte contre l'auto. C'est une question de vie et de mort. Les écosocialistes le comprennent, et cherchent des alternatives, même pour les villes plus petites.

[Signature]

Tu confonds lutte pour le transport collectif gratuit, -- le comité de Toronto porte ce nom (Free Transit) -- et lutte contre les automobilistes. (Malheureusement, dans mon texte j'ai opposé guerre contre l'auto à guerre contre les automobilistes alors que s'opposer à la chose est automatiquement s'opposer aussi à ses usagers et, la plupart du temps, propriétaires.) La grande majorité des gens coincés dans les embouteillages sur les ponts sont des travailleuses et travailleurs qui sont allés habités hors de l'Île de Montréal parce que les logis pour les familles y sont trop chers et les taxes foncières trop élevées. La plupart n'ont pas d'autre choix pratique que d'utiliser leur auto pour aller au travail surtout s'il faut ajouter le détour par la garderie.

Chaque année vingt mille personnes, surtout de jeunes ménages, quittent l'Île de Montréal pour la banlieue. Leur faire la guerre c'est renoncer à faire de la lutte pour le transport collectif gratuit un mouvement de masse, ce qui sera nécessaire pour gagner. Songeons que le printemps érable a beaucoup fait pour faire avancer la cause de la gratuité scolaire... mais n'a pas été assez fort pour gagner, tant s'en faut. Certes, les gens d'affaires veulent davantage de transport collectif parce que la situation actuelle compromet la rentabilité de leurs entreprises mais il n'est nullement question pour eux de substituer le transport collectif à la généralisation de la propriété privée de l'automobile et encore moins à la gratuité du transport collectif.

La région de Montréal de Québec Solidaire, à mon initiative, a adopté la position de la gratuité du transport public sur 10 ans puis a réussi à faire inclure cette revendication dans la plate-forme nationale du parti. Évidemment, la direction nationale a royalement ignoré cette revendication tant lors de la campagne électorale que depuis ce temps pour lui préférer la revendication péquiste de l'électrification, ce qui est bien sûr pertinent pour des raisons écologiques et économiques. L'absence de la pression d'un inexistant mouvement populaire pour la gratuité du transport collectif fait que même la région de Montréal de Québec solidaire abandonne maintenant l'échéance de 10 ans dans sa proposition initiale dans le cadre des élections municipales, ce qui ramène un engagement à un vœu pieux.

La réponse à cette situation frustrante n'est pas de se défouler sur les automobilistes en les menaçant de péages sur les ponts et de tarifs plus élevés pour le stationnement et les permis, comme propose de le faire Projet Montréal pour compenser le refus des gouvernements supérieurs de financer le développement du transport public et encore moins la réduction du coût du billet pour l'usagère. Il faut au contraire rendre attrayant le transport public à leurs yeux par la revendication de la gratuité, dont le corollaire serait une substantielle augmentation de l'offre, (et son financement par les banques et consorts à travers une réforme fiscale).

Faire la guerre aux automobilistes ne fera que dresser la dite « classe moyenne », dont la majorité sont les couches les mieux nanties (et les plus endettées) du prolétariat, contre le transport public. La dernière chose dont on a besoin est une autre division au sein du prolétariat entre les navetteurs des banlieues, dont plusieurs sur l'Île de Montréal, et les cyclistes et marcheurs du centre-ville et de sa périphérie. C'est pourquoi je souhaite la construction d'un front de gauche pour les prochaines élections municipales dont une des revendications majeures serait le transport public gratuit sur 10 ans dans l'espoir que la popularisation de cette revendication incite à la création d'un mouvement populaire.

Marc Bonhomme, 21 août 2013

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca